



# La lettre

des élus communistes et apparentés  
de Vénissieux

N° 39 - FEVRIER 2017

# 4

millions de  
«mal-logés»  
en France,  
d'après le  
rapport de la fondation Abbé Pierre.



## ÉDITO

### BUDGET DE RÉSISTANCE

Le capitalisme n'est plus capable d'assurer un niveau de vie décent à une large part de la population. Voilà pourquoi il promet avec Trump la guerre et la violence, tout en assurant qu'il va protéger les couches moyennes. Et comme les élites françaises ont abandonné toute souveraineté nationale en espérant assurer leurs dividendes dans la soumission à la domination allemande et US, la France défait progressivement tout ce qui protégeait, tout ce qui donnait des droits, tout ce qui compensait la brutalité et les inégalités de la mondialisation.

Il est donc clair qu'il n'y aura pas de changement politique en France sans rupture radicale avec les politiques de baisse du coût du travail et des dépenses publiques, et dans le même temps, sans une nouvelle République qui bouscule les institutions inefficaces de la 5ème République.

Nous avons conscience que notre budget municipal ne peut que résister à cette situation de crise politique mais il illustre notre capacité à gérer en faveur de l'intérêt général, de l'intérêt de tous les Vénissiens. Nous faisons la démonstration que nous tenons ce programme d'économie, et que nous maintenons nos priorités de service public.

Ce budget illustre qu'il est possible, même à notre échelle, de «tenir le cap à gauche», et que si c'est possible à notre échelle, alors ce doit être possible au plus haut niveau ! Mais il montre aussi la nécessité toujours plus forte de remettre en cause la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités, baisse que dénoncent tous les maires, de gauche et de droite, mais que, une fois à l'Assemblée ou au gouvernement, ils aggravent.

Oui, les Vénissiens ont tout intérêt à s'intéresser à cet enjeu du budget municipal, à prendre conscience de l'impact de cette politique de la dette sur les services qui leur sont utiles. Pour la culture, pour le sport, pour la solidarité, pour la démocratie, et pour que les Vénissiens soient respectés dans leurs droits, il faut obtenir des moyens pour les communes !

Pierre-Alain MILLET - Adjoint au maire

## DOSSIER

### BUDGET

Faire le choix des services publics, c'est faire le choix d'une ville humaine, d'une ville de proximité, d'accompagnement des enfants, des aînés, des familles, des plus fragiles. C'est le choix de la culture, de l'éducation, de l'accès à la santé, du vivre-ensemble, de la sécurité aussi.

Ce choix, que je revendique ne plaît pas à l'opposition car il n'est pas dans l'air du temps qui voudrait faire croire aux Français que leurs difficultés économiques sont dues aux services publics et qui préfère mettre à mal les hôpitaux publics, la police nationale, l'éducation, tandis qu'il exonère de toute responsabilité le CAC 40, la finance, et l'indécence des dividendes.

Contrairement à ce que j'ai entendu, les agents de Vénissieux ne sont pas mieux lotis qu'ailleurs. Ils ne sont pas sur le terrain pour acheter la paix sociale, mais pour répondre à l'urgence sociale des habitants.

De nombreuses villes de droite se sont empressées de profiter de l'austérité pour supprimer des services dus à la population, en tapant sur la culture, en supprimant des postes d'ATSEM. C'est trop facile d'externaliser à tout bout de champ, de perdre la maîtrise publique de compétences, de déposséder les habitants du développement de leur propre ville.

La maîtrise de nos dépenses de fonctionnement, est conditionnée par deux impératifs : ne pas mettre en œuvre des services minima pour la population, et ne pas détériorer les conditions de travail des agents

L'équilibre que nous recherchons, à Vénissieux, se traduit, par notre sens des priorités : création de 15 postes pour le groupe scolaire Flora-Tristan, ambition pour la réforme des rythmes scolaires, imposée par l'Etat, mais dont nous avons tenu à ce qu'elle soit de qualité, pour les enfants.

Nous présentons aux Vénissiens des finances saines et équilibrées. Nos capacités d'investissement sont pérennisées avec un recours à l'emprunt raisonné et ce, malgré la chute de la dotation globale de fonctionnement de l'Etat, divisé par deux en 5 ans !

D'autres dotations sont gelées, des compensations fiscales ne cessent d'être minorées, des contrats pluriannuels non reconduits pour 1.3 million d'euros par an. C'est à l'aune de cet étranglement des finances locales, qu'il faut lire notre plan d'économies, 2016-2019, de 11 millions d'euros. Je sais les efforts que cela représente, mais mon premier devoir est de dire la vérité aux Vénissiens.

Nous avons peu de visibilité sur l'avenir des finances locales. Quel sera le montant du fonds de soutien à l'investissement 2017 ? Qu'en sera-t-il de la réforme de la dotation globale de fonctionnement ? Jusqu'à quand se poursuivront les politiques d'austérité, contre productives pour les habitants et l'économie de proximité ? Aucune réponse.

Notre budget 2017 s'est construit à partir de tous ces éléments mais n'a pas perdu pour autant, ses lignes de force et son cap : nos services publics comme ciment de notre ville, l'investissement comme gage de notre avenir, et l'intérêt général comme fondation de notre commune, première marche du pacte républicain qui est le nôtre.

Michèle PICARD - Maire

## DÉCLASSEMENT DES AUTOROUTES A6-A7

*Intervention de Michèle Picard, maire de Vénissieux, conseillère métropolitaine au Conseil de la Métropole*

«Lors du conseil de la Métropole du 11 juillet 2016, le groupe Communiste, Parti de gauche et républicain, a voté pour le déclassement des autoroutes A6-A7, considérant le fait que nous sommes, depuis longtemps, opposés à l'existence même d'une autoroute en cœur de ville.

Nous avons fait, bien entendu, quelques remarques que nous vous rappelons aujourd'hui, en insistant.

Nous demandons la révision de notre Plan de déplacement urbain. Si le déclassement de l'autoroute A6-A7 est un évènement, sa réussite tiendra surtout, dans notre capacité de transformation des circulations, à beaucoup plus grande échelle. Notre PDU doit être à la hauteur ! Plus ambitieux !

Dans le deuxième point développé le 11 juillet, ici même, par mon collègue Bernard Genin, il y avait, en quelque sorte, une condition à notre adhésion au projet. Le déclassement ne doit pas se faire au détriment des habitants de l'Est lyonnais, qui cumulent déjà de nombreuses difficultés liées au développement de l'agglomération.

Il n'y a pas que l'Est lyonnais qu'il vous faut rassurer, le secteur givordin a lui aussi, toutes les raisons d'être inquiet.

Dès lors, monsieur le Président, quelle garanties apportez-vous à tous ces habitants ? Quand pourrons-nous compter sur de réels temps de concertation avec les citoyens, les associations, les usagers, et les élus des Villes concernées, mais aussi, plus largement, les élus de la Région, du Département du Rhône, et des Départements voisins ?

Le déclassement sera effectif le 1er novembre 2017. A partir de cette date, ce seront les services de la Métropole qui seront compétents, sur la portion entre Limonest-Dardilly et Pierre-Bénite.

Le 1er novembre, c'est demain ! Alors, quel calendrier ? Et quelle information pour les habitants ?

Enfin, nous posons, encore une fois, la question du financement des aménagements, indispensables à la réussite du déclassement : l'anneau des sciences, la requalification de Bonnevey. La non programmation de ces investissements, et l'importance des sommes qui seront nécessaires, ne nous donne pas le sentiment que vous nous avez entendu sur la priorité absolue, que nous portons à ces aménagements.

D'ailleurs, monsieur le Président, l'Anneau des sciences ne devait-il pas, en toute logique, précéder le déclassement, comme cela est préconisé dans le SCOT ? Tout comme le contournement Ouest lyonnais qui, pour nous, reste nécessaire, afin que la totalité du report de trafic Nord/Sud, ne soit pas uniquement dirigé vers l'Est.»



Le déclassement A6-A7 va engendrer un report de circulation. Sur les 110 000 véhicules jours qui traversent Fourvière, 10 000 sont en transit, et ceux là pourrait passer par l'A432, sauf qu'on les retrouverait alors sur l'A46 Sud, déjà congestionnée... Et malheureusement, le projet de contournement ouest de Lyon est abandonné, la facilité étant comme toujours de charger d'infrastructures l'Est Lyonnais. Quand aux 100 000 autres, puisque le projet est de descendre à 50000 véhicules jour, avec 2 fois une voie seulement sous le tunnel, **il en restera 50 000 dont on ne sait pas ce qu'ils deviennent**. Nous ne connaissons aucune étude de report de flux à ce jour. On peut penser qu'une part pourrait choisir d'autres modes de transport que la voiture... surtout si on leur propose effectivement des alternatives... Mais on sait qu'en 2018, ils vont pour une grande part venir charger le boulevard Bonnevey et le périph nord...

## PROPOSITIONS DES ÉLUS COMMUNISTES

- Redéfinir le plan de déplacement urbain pour changer d'échelle dans le développement des transports en commun, en lien avec les modes doux, et en renforçant les fréquences et la qualité de service. Etudes pour un périphérique de l'agglomération en transport en commun rapide (train-tram...) permettant de sortir de la fracture urbaine du périphérique-autoroute.
- Développer le rail et les RER cadencés avec les villes voisines. Redévelopper enfin une forte politique du Fret.
- Augmenter le financement des transports par les entreprises permettant une réduction des tarifs. Développer et agrandir les parking relais.
- Créer un contournement Ouest pour soulager l'Est du report de trafic.
- Abandonner le projet A45 qui conduira à l'arrivée de 27 000 véhicules supplémentaires en entrée d'agglomération lyonnaise.

## RÉNOVATION URBAINE DU QUARTIER VENISSY

L'avancée du projet de rénovation de Vénissy témoigne sans contestation possible de l'effort consenti par la Ville et l'ensemble de ses partenaires pour la rénovation urbaine de ce quartier, cœur des Minguettes.

Pourtant, il y a 20 ans, ce projet paraissant bien hypothétique au regard des commerces abandonnés, des propriétaires éparpillés, des parkings souterrains amiantés, des partenaires publics interrogatifs quant à leur capacité à demeurer sur le quartier.

Ceux qui, soucieux d'abord de faire le buzz, nous accusent de « vouloir garder nos pauvres » et de ne pas savoir travailler avec les autres en sont pour leurs frais. La vacuité de leurs propos s'étale sous leurs yeux, dans la vie quotidienne des habitants.

Il a fallu toute l'obstination des équipes municipales, toute leur capacité à convaincre et leur volonté de travailler avec tous les partenaires et notamment la Courly devenue Métropole pour que ce projet voit le jour. Il a aussi fallu la patience, la solidarité et l'engagement des habitants qui n'ont jamais renoncé à défendre leur quartier et à se battre à leur manière pour obtenir les moyens nécessaires au bien vivre pour tous.

Avec l'ouverture du Casino

reconstruit, l'installation du pôle médical, la construction de nouveaux logements, l'arrivée de commerces de proximité, l'installation de « la cocotte, le goût de l'indépendance » dédié à la création d'entreprises, les aménagements des abords de la Maison de services publics, l'îlot A est pleinement sorti de terre. L'îlot B affichera au final un laboratoire pharmaceutique, plusieurs commerces de proximité, l'opticien étant déjà là ainsi que les logements annoncés.

Dans ce contexte, **la décision de la Caisse d'épargne, sans aucune concertation avec la ville, de fermer son agence s'apparente à un abandon de poste pour les partenaires et une trahison pour ses nombreux clients aux Minguettes.** Et nous regrettons la décision de Carrefour propriétaire de DIA et des enseignes discount de désertir le plateau malgré la clientèle nombreuse et fidèle.

Les habitants peuvent compter sur nous pour chercher à compenser ses déficiences qui ne remettent cependant pas en cause les objectifs du projet. Un nouveau quartier se construit sous nos yeux. Ils peuvent en mesurer l'intérêt pour leur vie quotidienne, pour les Minguettes comme pour toute la ville. Car cette mutation profonde avec Vénissy mais aussi l'arrivée du tramway, l'installation dans le quartier

d'équipements publics comme l'école de musique le cinéma, l'hôpital des portes du sud, de nouveaux logements, Carso et Baret au pied des Minguettes, tout cela est bon pour toute la ville et tord le cou aux a priori sur les quartiers populaires.

Si nous nous félicitons de tout ce qui avance, nous allons bien sûr rester vigilants pour les projets à venir, d'autant que les politiques d'austérité ne font pas de cadeau aux communes et aux quartiers populaires. Les questions sociales et de vivre en paix et en sécurité sont au cœur de notre action.

On dit que c'est souvent dans les difficultés que se forment les caractères les plus trempés c'est vrai pour les humains comme pour les villes et les quartiers. C'est sans doute pour cela que les habitants des Minguettes, malgré la pauvreté, les difficultés, les menaces d'exclusion ont continué d'aimer et d'être fiers de leur quartier pas pour s'y enfermer mais pour en faire un quartier de la ville à part entière, un quartier comme les autres juste avec ce petit plus d'âme et de chaleur que donne l'expérience d'avoir agi ensemble pour améliorer la vie de tous.

Marie-Christine BURRICAND -  
Conseillère municipale

## SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LES VACANCES ET LES LOISIRS

S'il fallait illustrer concrètement les conséquences néfastes des politiques d'austérité, la dissolution du Sival en serait le triste exemple.

Pour des raisons d'économies ou de choix politiques, les villes de Vaulx-en-Velin et Pierre-Bénite, nous ont fait savoir qu'ils souhaitaient se retirer, du syndicat intercommunal pour les vacances et les loisirs. C'est le cas également de Givors, mais pour cause de restriction budgétaire.

Le budget annuel du syndicat, de 130 000 euros, serait donc resté à la seule charge des communes de Bron et Vénissieux, une situation intenable, à l'heure où la chute des dotations de l'Etat plombe les finances locales.

Créé à la fin des années 1970, pour permettre, aux habitants des villes membres, d'accéder à des activités de loisirs et de vacances, la dissolution du Sival montre combien l'ambition sociale et la solidarité, se sont essouffées dans nos sociétés.

En 2015, 10 classes des écoles primaires des villes membres, sont venues s'initier à la pêche, et s'oxygéner dans un environnement naturel. Près de 30 000 personnes ont



ainsi pris du bon temps, se sont accordé un moment de repos et de loisirs. C'est dommageable pour tous habitants, et enfants.

On peut y lire les effets de la centralisation des pouvoirs, qui fragilisent ou font disparaître, des structures de terrain et de proximité, comme les syndicats d'intercommunalité.

Ce sentiment de gâchis concerne également, les deux agents titulaires, dont les postes ont été supprimés, et qui ont reçu

des propositions d'affection, à Givors et Vaulx-en-Velin.

Prenons garde à ce que les visions libérales, et strictement gestionnaires, ne viennent pas casser, au nom de l'austérité, des lieux et des espaces, dédiés au vivre ensemble et à la convivialité. Les conséquences sur le terrain sont visibles, et elles pénalisent, une nouvelle fois, les habitants.

Michèle PICARD - Maire

**Nous pouvons regretter que la métropole de Lyon n'ait pas répondu à la demande du syndicat de rechercher une solution d'agglomération. Les étangs d'Arendon font partie du réseau hydraulique du Rhône amont, en lien avec Miribel et le Grand large.**

## RÉSEAU DE CHALEUR URBAINE

Le réseau de chaleur urbain de Vénissieux constitue un pan important de l'histoire de la Ville. Il répond, depuis plus de 40 ans, à une volonté des équipes municipales successives, de proposer aux 12 000 équivalents logements, une solution avantageuse au niveau financier et environnemental afin de réduire les coûts énergétiques pour tous les Vénissiens, développer l'utilisation d'énergies renouvelables et sortir de la dépendance du fioul, respecter l'environnement.

Avec le lancement de la seconde chaufferie biomasse en 2016 nous avons fait passer de 50 à 58% le poids des énergies renouvelables, avec une diminution de 40% du taux des émissions de CO2.

Une baisse de la facture de chauffage de 6 %, est attendue, en plus de celle de 10 % effectuée en 2015.

Le Comité de Transparence et de Surveillance du Réseau de Chaleur créé il y a maintenant 16 ans, répond aux exigences de la Ville de sensibiliser les usagers et abonnés sur les enjeux du chauffage urbain, donner une information transparente sur son exploitation, être force de réflexions et de propositions.

Après le trophée des maires du Rhône et de la Métropole, le label éco réseau de chaleur, la Ville, a été récompensé par le label Cit'ergie pour la maîtrise de ce service public.

Depuis le 1er janvier 2017, la Métropole a repris la compétence réseau de chaleur, malgré notre proposition de poursuivre la convention de délégation de gestion. Vénissieux n'est désormais plus en charge du réseau mais serait associée, à notre demande, au suivi de la délégation de service public, et co-organiserait les comités des abonnés /usagers.

Dans un contexte de crise économique, nous continuerons de défendre un grand réseau de chaleur public, social et de qualité.



### PANNES DE CHAUFFAGE

*Pendant les froids, la ville a connu plusieurs pannes de chauffage concernant trois bailleurs, deux sur le réseau de chaleur, à Léo Lagrange (alliade) et Max Barel (Sacoviv), une à Jules Guesdes (LMH). D'autres pannes dans la même période ont touché des sites de Lyon, Villeurbanne ou Rillieux.*

*Cette panne met-elle en cause le choix du réseau de chaleur ? Non, le réseau de chaleur de Vénissieux est techniquement efficace, entretenu, et les travaux réalisés l'an dernier avec le nouveau contrat l'ont équipé de nombreux outils de suivi numérisés. Les réseaux secondaires sont eux aussi en général en bon état. Ce qui doit être rénové, ce sont les immeubles, leur isolation, les radiateurs, les robinets thermostatiques... C'est ce qui est encours dans de nombreux sites, avec l'aide de la Ville et la Métropole dans le plan «ECORENOV»*

*Nous avons géré dans l'urgence une situation difficile à Max Barel pour des centaines d'habitants, suite à une fuite du réseau qui n'était pas dû à la vétusté du réseau mais à sa détérioration par des infiltrations d'eau potable. Nous remercions tous ceux qui ont travaillé pour rétablir le chauffage et ont montré une belle solidarité jusqu'à des heures tardives, fonctionnaires territoriaux dont la compétence et la disponibilité honorent le service public, ouvriers, techniciens, ingénieurs et cadres de Dalkia et ses sous-traitants ainsi que la SACOVIV, direction, cadres et employés. Le bilan est encours, et des dédommagements ont été présentés aux locataires.*



## ECHOS DU CONSEIL

1,2,3 : soleil !

Le groupe socialiste s'est encore une fois distingué dans le domaine de la polémique stérile et des enfantillages.

1 : Après avoir fait sourire toute la salle du conseil municipal avec une demande théâtralisée et sortie de nulle part, de reporter le vote du budget au prétexte que le débat d'orientation n'aurait pas été suivi d'un vote alors que cela n'a jamais été une pratique, ni à la Métropole, ni dans les Communes et que la réglementation ne le demande pas puisqu'il s'agit d'un débat et non d'une décision...

2 : Après avoir essayé de lancer une polémique avec du vent sur un retard de rémunération de vacataires, retard dont monsieur Ben Khélifa accusait évidemment le maire... qui lui explique, avec beaucoup de patience, que ce retard qui a été constaté dans d'autres communes, n'est en aucun cas de la responsabilité des Villes mais dû à un changement de procédure au niveau de la trésorerie.

3 : Les élus socialistes tentent un tour de prestidigitation en sortant leur dernière carte, celle du mépris dont ils seraient victimes... tentant de faire disparaître leurs deux flops précédents et l'absence d'arguments politiques sérieux.

Soleil ! Les élus socialistes quittent la salle...plus personne pour brasser de l'air.

COUP DE THEATRE : peu après, et en réaction à une joute politique dont il ne parvient pas à avoir le dernier mot, le Front National, vexé, quitte la salle aussi !

Cette mise en scène peut faire sourire, surprendre ou inquiéter. Tout dépend de la lecture de ce petit jeu politique : clownesque ? Immature ? Irresponsable ? Refus de démocratie ?

**N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et opinions**

Par courrier : Groupe des élus communistes et apparentés - 5 av. Marcel Houël 69200 Vénissieux  
par mail : [groupe.communiste@ville-venissieux.fr](mailto:groupe.communiste@ville-venissieux.fr) ou sur le site du groupe : <http://gec.venissieux.org>